

**COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE**  
**DU CHARBON ET DE L'ACIER**  
**ASSEMBLÉE COMMUNE**

---

**Exercice 1955-1956**

**Deuxième session extraordinaire**

**Projet d'Etat prévisionnel des dépenses**

**de l'Assemblée Commune**

**pour l'exercice financier 1956 - 1957**

**(CINQUIÈME EXERCICE, 1<sup>er</sup> JUILLET 1956 - 30 JUIN 1957)**

**MARS 1956**



COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER

---

ASSEMBLEE COMMUNE

P R O J E T

d'Etat Prévisionnel des Dépenses Administratives  
de l'Assemblée Commune  
pour l'exercice financier 1956-1957



## I N T R O D U C T I O N

Les crédits prévus à l'Etat Prévisionnel des dépenses administratives de l'Assemblée Commune pour l'exercice 1956-1957 ont été calculés d'après les éléments établis par le Bureau et sur la base des dépenses effectives des exercices précédents.

Il a été prévu trois sessions de l'Assemblée totalisant 20 jours de séance et 40 réunions de Commissions y compris le Bureau.

Sur proposition du Bureau, la Commission des 4 Présidents a déterminé en sa réunion du 12 décembre 1955 à 90 le nombre des agents.

L'organisation matérielle des sessions de l'Assemblée et des réunions de ses Commissions ainsi que la composition et l'organisation des services du secrétariat sont entrées dans une phase finale.

En conséquence, les crédits pour les dépenses extraordinaires ont été supprimés.

L'exactitude et l'économie devant présider à l'établissement de tout Etat Prévisionnel de dépenses publiques, la Commission de la Comptabilité et de l'Administration de la Communauté et de l'Assemblée Commune a considéré que le calcul des crédits devrait être fait avec toute la précision souhaitable, de façon à arriver à la conception parlementaire traditionnelle d'un budget annuel.

Aussi, dès l'exercice 1955-1956 les évaluations de l'Etat Prévisionnel ont été sensiblement réduites en fonction des dépenses réelles des exercices financiers antérieurs.

Il en a été également le cas pour l'exercice financier du présent Etat Prévisionnel.

Toutefois, l'activité de l'Assemblée Commune pouvant devenir plus importante, et par suite, des sessions plus nombreuses et des séances en plus grand nombre pouvant être tenues, il est nécessaire, pour pouvoir faire face aux dépenses accrues dans de tels

cas, de prévoir un crédit supplémentaire, afin de permettre par des virements de corriger les évaluations rendues insuffisantes par un accroissement des travaux parlementaires.

Compte tenu de ces crédits supplémentaires, le montant total de l'Etat Prévisionnel des dépenses administratives de l'Assemblée Commune pour l'exercice 1956-1957 est en diminution de Fb. 3 026 000.-.

Après quelques modifications mineures tendant à harmoniser la présentation des Etats Prévisionnels des quatre institutions, la comparaison sur trois exercices financiers peut être établie-comme suit:

Nature des dépenses	Crédits prévus		Dépenses effectuées 1954-1955
	1956-1957	1955-1956	
Dépenses ordinaires	63 330 500	66 356 500	54 938 864 <sup>*)</sup>
Dépenses extraordinaires	-	-	-
TOTAL:	<u>63 330 500</u>	<u>66 356 500</u>	<u>54 938 864</u>
Crédits en considération de l'art. 78, paragraphe 5 du Traité	12 000 000	12 000 000	

<sup>\*)</sup> Comprend les dépenses extraordinaires de l'exercice mentionné.

## CHAPITRE PREMIER

### Traitements, Indemnités et Charges sociales

Le chapitre I comprend quatre articles et prévoit les crédits pour les traitements, indemnités et charges sociales du personnel permanent, les dépenses pour le personnel temporaire ainsi que les frais et indemnités à l'occasion de l'entrée en fonctions et de la cessation des fonctions.

Un Règlement Administratif Intérieur, arrêté par le Bureau au cours de sa réunion du 25 novembre 1955 et mis en vigueur le 1er janvier 1956, définit l'organisation et la composition du Secrétariat, ainsi que les attributions de ses services.

Les agents permanents du Secrétariat de l'Assemblée Commune sont répartis en trois catégories.

La première catégorie composée de six grades, comporte six emplois des grades 2 et 3 et 21 emplois des grades 4 à 6a;

la deuxième catégorie composée de quatre grades comporte 44 emplois des grades 6b à 9a;

la troisième catégorie composée de cinq grades comporte 17 emplois des grades 9b à 13.

Compte tenu des emplois de Secrétaire Général et de Secrétaire Général Adjoint, l'effectif permanent compte donc 90 agents, répartis par grade comme indiqué dans le tableau ci-après:

REPARTITION DE L'EFFECTIF PERMANENT PAR GRADE

Catégories	Numéros des grades	Dénomination des grades	Nombre d'agents par grade
		Secrétaire Général	1
		Secrétaire Général Adjoint	1
<u>1ère catégorie</u>	1	Directeur	-
Fonctions de direction et de conception	2	Chef de Division	4
	3	Chef de Service	2
	4	Conseiller ou Administrateur I	5
	5	Secrétaire ou Administrateur II	5
	a	Attaché ou Administrateur III	11
	6		
<u>2ème catégorie</u>	b	Assistant d'encadrement	7
Fonctions d'application et d'exécution spécialisées	7	Assistant qualifié I	7
	8	Assistant qualifié II	12
	a	Assistant I	18
	9		
<u>3ème catégorie</u>	b	Assistant II	5
Fonctions d'exécution non spécialisées	10	Auxiliaire I	7
	11	Auxiliaire II	5
	12	Auxiliaire III	-
	13	Auxiliaire IV	-

L'échelle des traitements appliquée est celle arrêtée par la Commission des 4 Présidents.



Le Statut et ses annexes n'étant pas encore en vigueur au moment de l'élaboration du présent Etat Prévisionnel, les crédits prévus pour les indemnités et charges sociales relatives au personnel permanent n'ont pu être calculés que d'après les données des dispositions du Règlement provisoire du personnel.

Ces données pouvant être modifiées lors de la mise en vigueur du Statut et de ses annexes, les crédits prévus pour l'exercice 1955-1956 ont été repris sans modifications.

-----

L'article 12 prévoit les crédits pour les dépenses d'heures supplémentaires et du personnel temporaire.

Par rapport aux crédits prévus pour l'exercice financier 1955-1956, il y a une diminution de près de Fb. 900 000.-.

Les crédits prévus pour l'exercice 1956-1957 correspondent approximativement au montant des dépenses effectuées en 1954-1955.

-----

L'article 13 prévoit les crédits pour la couverture des frais et indemnités à l'occasion de l'entrée en fonction et de la cessation des fonctions du personnel permanent.

Ces crédits, prévus auparavant au chapitre des dépenses extraordinaires, apparaissent désormais, comme l'a d'ailleurs souhaité la Commission de la Comptabilité et de l'Administration de la Communauté et de l'Assemblée, parmi les dépenses ordinaires.

-----

## CHAPITRE DEUXIEME

### Dépenses de Fonctionnement

Les crédits prévus pour la couverture de ces dépenses sont en diminution de plus de 2 000 000.- Fb. par rapport aux crédits prévus pour l'exercice précédent.

Cette diminution est répartie comme suit parmi les articles de ce chapitre:

Art. 20 - "Dépenses relatives aux immeubles, au mobilier et au matériel"	-	31 000.-
Art. 21 - "Dépenses d'équipement"	-	795 000.-
Art. 22 - "Dépenses diverses de fonctionnement"	-	1 002 000.-
Art. 23 - "Dépenses de publication et d'infor- mation"	-	160 000.-
Art. 24 - "Frais de mission, de voyage et de séjour pour réunions, convocations et honoraires"	-	55 000.-
Art. 26 - "Dépenses non spécialement prévues aux articles précédents"	-	30 000.-

#### CHAPITRE TROISIEME

##### Dépenses diverses

Ce chapitre prévoit les crédits pour "la participation aux frais de secrétariat des Groupes Politiques", "les fonds pour dépenses conformément à l'art. 47 du Règlement de l'Assemblée" et "les frais de Secrétariat de la Présidence".

Le total des crédits prévus à ce chapitre est en diminution de Fb. 70 000.- par rapport aux crédits prévus à ce chapitre pour l'exercice 1955-1956.

#### CHAPITRE QUATRIEME

##### Dépenses extraordinaires

Ce chapitre ne prévoit pas de crédit, étant donné qu'aucune dépense extraordinaire n'est envisagée.

#### CHAPITRE CINQUIEME

##### Crédits en considération de l'article 78, § 5 du Traité

Les dispositions de l'article 78, § 5 du Traité permettent seulement à la Haute Autorité et à la Cour de Justice, de présenter, en cours d'exercice et en cas de besoin, un Etat Prévisionnel supplémentaire.

Aussi, pour les motifs exposés en page 2, l'Assemblée doit-elle prévoir un crédit supplémentaire lui permettant de faire face à toutes les éventualités.

A S S E M B L E E C O M M U N E

Etat Prévisionnel  
pour l'exercice 1956-1957

-----

R E C A P I T U L A T I O N G E N E R A L E

Chapitre	Nature des dépenses	Crédits prévus		Dépenses effectuées 1954-1955(1)
		1956-1957	1955-1956 (1)	
I	Traitements, indemnités et charges sociales	38 914 500	39 797 500	34 213 966
II	Dépenses de fonctionnement	21 131 000	23 204 000	17 667 661
III	Dépenses diverses	3 285 000	3 355 000	3 057 237
IV	Dépenses extraordinaires	-	-	-
	TOTAL:	63 330 500 =====	66 356 500 =====	54 938 864 =====
V	Crédits en considération de l'art. 78 § 5 du Traité	12 000 000	12 000 000	-

- (1) Les articles des Etats Prévisionnels 1954-1955, 1955-1956 et 1956-1957 ne sont pas comparables entre eux directement, leur contenu étant différent. Les dépenses effectuées en 1954-1955 ainsi que les crédits inscrits dans la colonne "1955-1956" correspondent à la destination qu'ils auraient eue dans l'Etat Prévisionnel 1956-1957.

CHAPITRE PREMIER - TRAITEMENTS, INDEMNITES ET CHARGES SOCIALES

Article	Intitulé des articles	Crédits prévus par article		Dépenses effectuées 1954/1955(1)
		1956/1957	1955/1956(1)	
10	Représentants à l'Assemblée Commune	-	-	-
11	Personnel	28 576 000	28 576 000	22 723 475

(1) Les articles des Etats Prévisionnels 1954-1955, 1955-1956, 1956-1957 ne sont pas comparables entre eux directement, leur contenu étant parfois différent. Les montants indiqués dans ces colonnes correspondent à la destination qu'ils auraient eue dans l'Etat Prévisionnel 1956-1957.

CHAPITRE PREMIER - TRAITEMENTS, INDEMNITES ET CHARGES SOCIALES

Poste	Ventilation et commentaires	Montant par poste
101	Traitements de base	-
102	Indemnité de résidence	-
103	Indemnité de représentation	-
104	Pensions	-
105	Couverture des risques d'accidents ou des frais de maladie pour les cas survenus à l'occasion de l'exercice des fonctions	-
106	Indemnité transitoire	-
	Les crédits destinés à couvrir les dépenses imputables à l'article 11 ont été calculés comme suit: Les calculs ont été effectués sur la base de l'effectif de 90 unités et de la situation réelle au 1er janvier 1956. Les crédits du poste 111 ont été déterminés sur la base de l'échelle des traitements adoptée par la Commission des 4 Présidents le 9 mai 1955 et mise en application par décision du Bureau de l'Assemblée Commune le 25 novembre 1955 conformément à l'article 43 du Règlement de l'Assemblée. Les indemnités et allocations ont été calculées d'après les données du règlement provisoire, en attendant la mise en vigueur du Statut et de ses annexes.	
111	Traitements de base	18 940 000
112	Indemnité de résidence	4 400 000
113	Allocation de chef de famille	500 000
114	Allocations familiales	1 000 000
115	Assurance maladie et assurance accidents	580 000 *)
116	Pensions de survie et contribution à la Caisse de Prévoyance	2 826 000 *)
117	Frais de voyage à l'occasion du congé annuel	90 000
118	Allocation de naissance et secours	200 000
119	Autres dépenses de personnel	40 000

\*) Crédits nets à charge de l'Assemblée Commune après déduction de la quote-part du personnel, laquelle s'élève à un tiers de la contribution, respectivement de la prime totale.

CHAPITRE PREMIER - TRAITEMENTS, INDEMNITES ET CHARGES SOCIALES

Article	Intitulé des articles	Crédits prévus par article		Dépenses effectuées 1954/1955(1)
		1956/1957	1955/1956(1)	
12	Heures supplémentaires et personnel temporaire	8 880 000	9 763 000	8 376 379
13	Frais et indemnités à l'occasion de l'entrée en fonctions et de la cessation des fonctions	1 458 500	1 458 500	3 114 112
TOTAL DU CHAPITRE I :		<u>38 914 500</u>	<u>39 797 500</u>	<u>34 213 966</u>

CHAPITRE PREMIER - TRAITEMENTS, INDEMNITES ET CHARGES SOCIALES

Poste	Ventilation et commentaires	Montant par poste
	<p>Les dépenses de personnel temporaire sont essentiellement nécessitées pour les travaux de l'Assemblée lors de ses sessions plénières, notamment pour le greffe temporaire et les services linguistiques, ainsi qu'en général pour l'assistance des représentants.</p> <p>Les barèmes des indemnités des agents temporaires ont été établis par le Bureau par référence à ceux appliqués dans des organisations internationales similaires.</p> <p>Les prévisions ont été calculées en prévoyant notamment trois sessions de l'Assemblée totalisant 20 jours de séance, auxquels s'ajoutent les journées de préparation, de liquidation et de voyage.</p> <p>Les calculs ont été effectués par référence aux chiffres connus pour les dernières sessions, et en général par référence aux dépenses effectuées en 1954-1955.</p>	
121	Heures supplémentaires	200 000
122	Personnel temporaire	8 680 000
	<p>Ont été prévus: Frais de séjour 7 600 000</p> <p>Frais de voyage 975 000</p> <p>Charges sociales 105 000 *)</p>	
	<p>Les crédits prévus pour faire face aux diverses obligations résultant de l'engagement ou du départ de fonctionnaires ont été maintenus au montant prévu pour l'exercice 1955-1956.</p>	
131	Frais de voyage et de séjour	22 000
132	Indemnité d'entrée en fonction	156 000
133	Indemnité de changement de résidence	800 000
134	Indemnité de résiliation	330 500
135	Indemnité d'incompatibilité	-
136	Frais de déménagement	150 000

\*) Montant net à charge de l'Assemblée Commune, après déduction de la quote-part des agents temporaires.

CHAPITRE II - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Article	Intitulé des articles	Crédits prévus par article		Dépenses effectuées 1954/1955(1)
		1956/1957	1955/1956(1)	
20	Dépenses relatives aux im- meubles, au mobilier et au matériel	3 877 000	3 908 000	3 142 803



CHAPITRE II - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Poste	Ventilation et commentaires	Montant par poste
201	Loyers relatifs aux immeubles Ont été prévus: <div><div>Immeuble du Secrétariat</div><div>960 000</div></div> <div><div>Garages</div><div>15 000</div></div> <div><div>Dépôt</div><div>30 000</div></div> <div><div>Locaux loués à l'occasion des sessions</div><div>635 000</div></div>	1 640 000
202	Eau, gaz, électricité, chauffage	410 000
203	Frais de nettoyage et d'entretien des immeubles (à Luxembourg)  Le nettoyage proprement dit des locaux à Luxembourg est effectué par une entreprise de nettoyage. Le montant prévu à ce titre, y compris le nettoyage des vitres, est de Fb. 480 000.-; pour le blanchissage, le nettoyage à sec et les petites réparations un montant de Fb. 155 000.- a été prévu.	635 000
204	Frais de location des installations techniques  Le montant prévu à ce poste comprend pour une somme de Fb. 100 000.- la location d'une installation d'interprétation simultanée pour une session, ainsi que les crédits nécessaires à la location de mobilier et de diverses installations techniques.	240 000
205	Frais d'entretien et de réparation des installations techniques, du mobilier et du matériel	245 000
206	Assurances relatives aux immeubles et au matériel	30 000
207	Aménagements et autres dépenses des bâtiments  Ont été prévus les crédits nécessaires pour la couverture de dépenses relatives aux bâtiments, au mobilier et au matériel, telles que: redevances à l'occasion des sessions, piquets de sécurité et rondes de nuit, frais de déménagement et frais de gardiennage remboursés à l'Etat luxembourgeois etc.	677 000

CHAPITRE II - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Article	Intitulé des articles	Crédits prévus par article		Dépenses effectuées 1954/1955(1)
		1956/1957	1955/1956(1)	
21	Dépenses d'équipement	670 000	1 564 000	1 729 349
22	Dépenses diverses de fonctionnement des services	3 712 000	4 714 000	3 338 045

CHAPITRE II - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Poste	Ventilation et commentaires	Montant par poste						
	<p>Les crédits inscrits à cet article apparaissent nécessaires pour le renouvellement périodique des machines et du matériel usagés.</p> <p>Les recettes compensatoires pouvant résulter de la revente de biens usagés peuvent être évaluées comme suit:</p> <table><tr><td>Machines de bureau</td><td>25 000</td></tr><tr><td>Installations techniques</td><td>130 000</td></tr><tr><td>Matériel de transport</td><td>50 000</td></tr></table> <p>Les montants prévus aux postes qui suivent sont des crédits nets, tenant compte des évaluations présentées ci-dessus.</p>	Machines de bureau	25 000	Installations techniques	130 000	Matériel de transport	50 000	
Machines de bureau	25 000							
Installations techniques	130 000							
Matériel de transport	50 000							
211	<p>Achats de machines de bureau</p> <p>Il est prévu le renouvellement de machines à écrire, l'achat d'une nouvelle machine à calculer et d'une sténotype.</p>	120 000						
212	<p>Achats de mobilier et de matériel</p>	95 000						
213	<p>Achats d'installations techniques</p> <p>L'intensification des travaux de duplication des documents nécessite l'extension des installations techniques existantes.</p>	275 000						
214	<p>Achats de matériel de transport</p> <p>Remplacement d'une des trois voitures de service.</p>	180 000						
221	<p>Papeterie et fournitures diverses</p> <p>Fournitures de bureau ainsi que papier et produits nécessaires à la duplication des documents.</p>	1 530 000						
222	<p>Affranchissement et télécommunications</p>	910 000						
223	<p>Livres, journaux, périodiques et abonnements aux agences d'information</p>	600 000						
224	<p>Entretien et utilisation du parc automobile</p>	305 000						
225	<p>Autres dépenses de fonctionnement</p> <p>A ce poste ont été prévus les crédits nécessaires au paiement de dépenses telles que: renouvellement des tenues de service, frais de taxi et collations après travail prolongé et de nuit, frais de recrutement, de douane, de transport et d'expéditions etc.</p>	367 000						

CHAPITRE II - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Article	Intitulé des articles	Crédits prévus par article		Dépenses effectuées 1954/1955(1)
		1956/1957	1955/1956(1)	
23	Dépenses de publications et d'information	3 500 000	3 660 000	2 528 021
24	Frais de mission, frais de voyage et de séjour pour réunions et convocations, honoraires d'experts.	9 122 000	9 177 000	6 734 217

CHAPITRE II - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Poste	Ventilation et commentaires	Montant par poste
231	Journal officiel et dépenses de publications diverses Ont été prévus pour les documents parlementaires imprimés: <div> <div>Rapports des commissions</div> <div>1 500 000</div> </div> <div> <div>Comptes rendus arc en ciel</div> <div>400 000</div> </div> <div> <div>Comptes rendus in extenso</div> <div>1 200 000</div> </div> <div> <div>Quote-part de l'Assemblée dans le compte rendu de la réunion jointe</div> <div>100 000</div> </div> <div> <div>Documents de séance et autres documents de travail</div> <div>300 000</div> </div>	3 500 000
241	Frais de mission des agents permanents Le déroulement des sessions de l'Assemblée hors du siège provisoire de la Communauté nécessite le déplacement de la quasi-totalité du personnel permanent du Secrétariat de l'Assemblée. Sur la base de trois sessions de l'Assemblée et des dispositions du règlement provisoire relatives aux frais de mission, la dépense pour les trois sessions peut être évaluée à environ Fb. 1 700 000. Le solde est justifié par la nécessité de déplacements d'agents du Secrétariat pour l'assistance des Représentants lors des réunions des Commissions et en réponse à des convocations de Présidents et de Rapporteurs de Commission.	2 500 000
242	Indemnités forfaitaires pour frais de voiture	240 000
243	Frais de voyage et de séjour pour personnes convoquées Le montant prévu à ce poste est destiné à couvrir les frais de voyage et de séjour d'experts.	100 000
244	Honoraires d'experts	300 000
245	Comité Consultatif (Haute Autorité)	-
246	Indemnités de séjour et frais de voyage des Représentants à l'Assemblée Commune et frais annexes. Les prévisions ont été calculées sur la base de trois sessions plénières et de 40 réunions de commissions y compris le Bureau.	5 982 000

CHAPITRE II - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Article	Intitulé des articles	Crédits prévus par article		Dépenses effectuées 1954/1955(1)
		1956/1957	1955/1956(1)	
25	Frais de réception et de représentation	250 000	250 000	171 203
26	Dépenses non spécialement prévues aux articles du présent chapitre	p.m.	30 000	24 023
TOTAL DU CHAPITRE II :		<u>21 131 000</u>	<u>23 204 000</u>	<u>17 667 661</u>

CHAPITRE II - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Poste	Ventilation et commentaires	Montant par poste
251	Frais de réception et de représentation	250 000
261	Dépenses non spécialement prévues aux articles du présent chapitre	p.m.

CHAPITRE III - DEPENSES DIVERSES

Articles	Intitulé des articles	Crédits prévus par article		Dépenses effectuées 1954/1955(1)
		1956/1957	1955/1956(1)	
30	Commission des Présidents	p.m.	p.m.	-
31	Commissaire aux Comptes	p.m.	p.m.	-
32	Oeuvres sociales du Personnel	25 000	25 000	-
33	Participation aux frais de secrétariat des Groupes Politiques	2 700 000	2 700 000	2 613 500
34	Fonds pour dépenses conformément à l'art. 47 du Règlement de l'Assemblée	200 000	200 000	200 000
35	Frais de Secrétariat de la Présidence	330 000	280 000	243 737
36	Union interparlementaire	p.m.	150 000	-
37	Contributions diverses	30 000	-	-
TOTAL DU CHAPITRE III :		<u>3 285 000</u>	<u>3 355 000</u>	<u>3 057 237</u>



CHAPITRE III - DEPENSES DIVERSES

Poste	Ventilation et commentaires	Montant par poste
321	Contribution aux écoles créées pour les enfants du personnel de la Communauté	p.m.
322	Cercle du personnel de la Communauté	25 000
331	Participation aux frais de secrétariat des Groupes Politiques	2 700 000
341	Fonds pour dépenses conformément à l'art. 47 du Règlement de l'Assemblée	200 000
351	Frais de Secrétariat de la Présidence	240 000
352	Frais de voyage et de séjour du collaborateur du Président	90 000
361	Union interparlementaire	p.m.
371	Contributions diverses	30 000

CHAPITRE IV - DEPENSES EXTRAORDINAIRES

Article	Intitulé des articles	Crédits prévus par article		Dépenses effectuées 1954/1955(1)
		1956/1957	1955/1956(1)	
p.m.	p.m.	-	-	-
TOTAL DU CHAPITRE IV :		-	-	-

CHAPITRE IV - DEPENSES EXTRAORDINAIRES

Poste	Ventilation et commentaires	Montant par poste
-		-

CHAPITRE V - CREDITS EN CONSIDERATION DE L'ART. 78 § 5

Article	Intitulé des articles	Crédits prévus par article		Dépenses effectuées 1954/1955(1)
		1956/1957	1955/1956(1)	
50	Crédits en considération de l'art. 78 § 5 du Traité	12 000 000	12 000 000	-
TOTAL DU CHAPITRE V :		<u>12 000 000</u>	<u>12 000 000</u>	-

CHAPITRE V - CREDITS EN CONSIDERATION DE L'ART. 78 § 5

Poste	Ventilation et commentaires	Montant par poste
501	Crédit supplémentaire inscrit en application de la décision du Bureau comme suite au voeu exprimé par la Commission de la Comptabilité et de l'Administration de la Communauté et de l'Assemblée Commune, en considération de l'art. 78 § 5 du Traité, ne permettant pas à l'Assemblée d'introduire un Etat Prévisionnel supplémentaire en cours d'exercice	12 000 000





